

Harry S. Truman, Mémoires

Légende: Dans ses Mémoires, Harry S. Truman, ancien président des États-Unis, évoque la situation de l'Allemagne en 1945 et décrit les tensions entre les Alliés occidentaux et les Soviétiques à propos des réparations de guerre.

Source: TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume I: L'année des décisions. Paris: Plon, 1955. 292 p. p. 273-275; 277; 286-292.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-f4d1da61-2c5f-4bfd-a1e4-75d226a8fc71.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

La fin de la guerre et les efforts faits par les alliés pour rétablir l'ordre en Europe provoquèrent maintes difficultés inattendues. Dès les premiers stades de l'occupation en Allemagne et en Autriche naquirent de nouvelles tensions. Aux termes de la reddition sans condition allemande, les alliés exerçaient une autorité absolue et un contrôle total, mais le grand problème, c'était de mettre au point des méthodes de travail qui pussent satisfaire chacun des occupants.

Il n'y avait plus de gouvernement allemand, sauf un groupe à Flensburg qui, sous la direction de l'amiral Doenitz, prétendait représenter l'autorité dans le Reich. Nous ne prêtions aucune attention à lui, mais notre armée le surveillait de près.

[...]

Aussi bien en Allemagne qu'en Autriche, la principale des tâches qu'il nous fallait affronter était l'établissement du système de contrôle et la procédure à suivre pour le retrait des troupes alliées dans leurs zones respectives.

[...]

En Allemagne, par contre, le travail préparatoire avait déjà été achevé par le conseil consultatif européen et il ne manquait plus que l'approbation soviétique pour que les détails de l'organisation dans chaque zone pussent être rendus publics.

Notre intention, et les Britanniques l'avaient approuvée, c'était de dissoudre le quartier général interallié d'Eisenhower (S.H.A.E.F.) dès que les délimitations des zones seraient fixées. Eisenhower serait alors placé à la tête de la zone américaine, Montgomery se chargerait de la zone assignée aux Britanniques et un général français prendrait le commandement de la portion du secteur américain primitif qui devait devenir zone française. Ces trois officiers avec le commandant de la zone russe, formeraient la commission de contrôle pour toute l'Allemagne.

Le 10 mai, le général Eisenhower recommanda que la dissolution du S.H.A.E.F. eût lieu dès que les forces américaines, britanniques et françaises auraient occupé leurs zones respectives.

Le 11 mai, Churchill me câbla pour me demander instamment de donner l'ordre à nos troupes de rester sur les lignes les plus avancées qu'elles eussent atteintes. En dépit du fait qu'il avait accepté la délimitation des zones, il assurait que les alliés ne devraient pas abandonner leurs positions tant que nous ne serions pas satisfaits de la solution du problème polonais et de toutes les autres difficultés que nous avions avec les Russes.

[...]

J'avais déjà indiqué à Churchill mon intention de respecter tous les engagements auxquels nous avions souscrit au sujet des zones d'occupation et nous n'avions nullement l'intention de nous étendre au delà de ces zones. J'avais adopté cette position après consultation avec nos chefs militaires. La tactique et les buts russes nous inquiétaient tous beaucoup bien entendu, et j'étais d'accord avec Churchill pour estimer que la situation était sérieuse ; mais je ne pouvais pas consentir à renier nos engagements. En dehors de cela, il existait des considérations militaires extrêmement importantes que nous ne pouvions, ni ne devions, négliger.

[...]

Notre grand problème en Allemagne était désormais de faire fonctionner la commission de contrôle interalliée. En fait, l'Allemagne était complètement dirigée par les chefs militaires sur place, et le pays était

menacé d'un effondrement économique et social complet. Il était donc par conséquent urgent que l'on établît le plus tôt possible une commission qui prît des décisions pour l'Allemagne entière et qui dirigeât l'administration du grand Berlin.

Le 22 mai, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et la France approuvèrent la déclaration officielle prenant acte de la défaite allemande, telle que le conseil consultatif européen l'avait rédigée. Les quatre chefs militaires alliés devaient se rencontrer à Berlin au début du mois de juin pour signer ce document et mettre au point les détails de l'organisation de la commission de contrôle.

En approuvant ces plans, mon dessein était d'obtenir que l'Allemagne fût traitée comme un tout, devant être éventuellement placé sous l'autorité d'un gouvernement unique qui serait soumis à des contrôles de la part de la commission de contrôle interalliée, afin d'éviter la résurgence du nazisme et du militarisme prussiens. A l'époque, l'amiral Doenitz qui était l'un des principaux chefs nazis indiqués sur la liste préparée par la commission des crimes de guerre, fut mis en état d'arrestation.

[...]

Ma grande préoccupation était d'arriver à une Allemagne unifiée, avec un gouvernement centralisé à Berlin.

[...]

J'avais l'intention, lors de ma prochaine rencontre avec ces deux chefs de gouvernement, de demander l'organisation d'un gouvernement centralisé sous contrôle allié, car j'étais résolument hostile à la division de l'Allemagne en plusieurs fragments alliés. Selon nos plans, les transports, les communications et les finances seraient administrés sur une base nationale pour tout l'ensemble du pays, sous la surveillance des alliés. Jamais à aucun moment je n'aurais cru que l'Allemagne serait écartelée en plusieurs divisions territoriales rivales, ni que sa capitale deviendrait une île, coupée du reste du pays.

[...]

Les Soviets acceptèrent de laisser les alliés emprunter sans restriction la ligne de chemin de fer à voie normale Goslar-Magdebourg-Berlin, ainsi que l'autoroute Hanau-Magdebourg-Berlin, mais leur refusèrent le libre usage de l'autoroute Berlin-Francfort ; nous devions disposer d'un corridor aérien de quelque trente kilomètres de large entre Berlin et Magdebourg et de deux corridors entre Magdebourg et Francfort.

La redistribution des forces dans les zones d'occupation ayant laissé la voie libre à l'établissement du contrôle allié sur l'Allemagne, nous pouvions désormais étudier les principes qui nous guideraient dans notre traitement de l'ennemi vaincu.

D'innombrables discussions avaient eu lieu en Amérique pour savoir s'il convenait de conclure une paix «dure» ou «douce» avec l'Allemagne. La plupart d'entre nous étaient d'accord pour penser que cette dernière devrait être définitivement mise hors d'état de commettre une nouvelle agression et, dans ce sens, nous voulions une paix «dure». Mais par contre, nous nous rappelions qu'après 1919, ce pays s'était trouvé dans un état de faiblesse tel que seul l'argent américain lui avait permis de payer les réparations imposées.

Le sujet des réparations était, bien entendu, un des aspects les plus épineux de tout le problème. A Yalta, il s'était avéré que les Russes ne partageaient pas notre point de vue ni celui des Britanniques à cet égard. Ils avaient demandé, en cette occasion, qu'une somme de 20 milliards de dollars net fût soutirée à l'économie allemande pour dédommager les nations alliées de leurs pertes et que cinquante pour cent de ce total fût alloué à l'U.R.S.S.

Ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne n'avaient consenti à fixer une valeur en espèces, ni à accepter cette formule russe pour la répartition. Finalement, il avait été convenu que tout le problème des «compensations pour dommages», comme le Président Roosevelt préférait l'appeler, serait soumis à une commission interalliée des réparations. Ce groupe devait se rencontrer à Moscou assez à temps pour préparer les

propositions qui seraient soumises aux chefs d'Etat, lors de leur prochaine rencontre.

[...]

Une de mes grandes préoccupations, c'était d'éviter que la paix que nous allions conclure contînt en elle-même les germes d'autodestruction qui eussent permis à un autre Hitler de se hisser au pouvoir. Je voulais élaborer un règlement de paix qui fût durable.

[...]

Plus nos armées avançaient en Allemagne et plus il devenait évident que sa situation était désespérée ; il paraissait bien peu probable que l'on pût en tirer grand chose, à part du matériel de guerre proprement dit, sans la réduire à un rôle de sinistrée permanente. Il faudrait la nourrir, la chose était entendue, mais j'étais bien résolu à faire en sorte que, cette fois, ce ne soit pas pure charité de notre part.

Les instructions données à Pauley se ressentirent de ces réflexions. Le document avait été élaboré par le comité de Clayton et approuvé par moi, le 18 mai. En voici quelques extraits :

«Un des principes fondamentaux de la politique des Etats-Unis est et a toujours été que le potentiel de guerre allemand soit détruit et sa restauration empêchée dans toute la mesure du possible par le démontage ou la destruction des usines allemandes, du matériel et autres possessions.» Mais nous avons également chargé notre délégation de s'opposer «à tout plan de réparations basé sur l'hypothèse que les Etats-Unis ou n'importe quel autre pays financeraient directement ou indirectement des reconstructions en Allemagne ou des réparations par l'Allemagne.» Etant donné que les Soviets allaient occuper l'Allemagne orientale d'où provenait la plus grande partie des denrées alimentaires produites dans le pays, alors que nous-mêmes et les Britanniques étions responsables de la zone dans laquelle se trouvait concentré le plus clair du potentiel industriel, nous donnâmes pour mission à Pauley de veiller à ce que le fardeau des réparations fût, dans la mesure du possible, divisé équitablement entre les diverses zones d'occupation et, d'insister pour faire admettre le principe que les réparations devraient être prélevées sur la fortune nationale de l'Allemagne, telle qu'elle subsistait à l'époque de l'effondrement, en mettant l'accent sur le démontage des usines et du matériel industriel. Il fallait, certes, empêcher ce pays de faire la guerre, mais aussi lui laisser des moyens suffisants pour lui assurer un niveau de vie minimum sans aide extérieure prolongée (car cette aide ne pouvait être qu'américaine).

Mais, si l'on devait admettre un prélèvement continu sur la production courante, nous exigerions que l'on observât le principe de la «première inscription comptable». Autrement dit, nous voulions que les exportations nécessaires au maintien d'une production minimum fussent portées en compte en vue d'équilibrer les importations nécessaires au ravitaillement du pays, avant d'en affecter la moindre partie aux réparations.

[...]

La commission ne se réunit que le 21 juin ; après que notre délégation eût présenté une déclaration de huit principes qui définissait notre position, le représentant soviétique exposa le plan de son gouvernement : il prévoyait que des prélèvements seraient faits pendant deux ans sur la richesse nationale existante de l'Allemagne; ensuite, des livraisons annuelles prises sur la production courante continueraient pendant une période de dix ans et, en plus, la main-d'œuvre allemande serait largement utilisée. Une somme totale serait fixée pour toutes les réparations, d'un montant de 20 milliards de dollars, la question de la main d'œuvre restant à part et n'entrant pas dans ce total. Les Russes proposaient que la commission commençât par préparer les dispositions en vue d'opérer le prélèvement sur la richesse nationale, puis passât aux autres points de l'ordre du jour soviétique. Notre délégation demanda alors qu'on lui fournisse des éléments d'information justifiant ce chiffre de 20 milliards de dollars, requête qui avait été présentée à Yalta, mais aucun n'apparut jamais. Bien plus, les Russes qui ne voulaient faire aucune concession s'arrangèrent pour empêcher, au moyen de tactiques dilatoires, toute nouvelle séance plénière de la commission.

Le comité directeur de cet organisme décida d'adopter un compromis pour la répartition des parts à prendre sur le total des réparations. Les Russes avaient demandé à recevoir 50% prévoyant 40% pour l'Amérique et l'Angleterre réunies et 10% pour toutes les autres nations. Les Britanniques tenaient à ce que leurs revendications fussent étudiées séparément et nous insistâmes sur le fait qu'il ne fallait pas préjuger de celles des nations qui n'étaient pas représentées à la conférence. Le compromis prévoyait une répartition de 56, 22 et 22% entre les trois membres présents, remettant à plus tard la détermination de ce que les autres pays devraient recevoir. Tout ce qui irait aux autres nations serait pris sur la part des trois grandes puissances, sur la même base des 56, 22 et 22%.

Les discussions de Pauley à Moscou, discussions dont il me tint constamment informé, eurent lieu alors que des rapports de plus en plus nombreux nous arrivaient qui indiquaient que les Soviétiques procédaient au démontage en série des usines dans leur zone, qu'ils vidaient également de tout le matériel industriel ; ils avaient décidé d'interpréter les mots «butin de guerre» dans un sens qui leur permît d'inclure toutes les usines et tout le matériel qui avaient servi à un moment quelconque à approvisionner les forces armées de l'ennemi vaincu. Etant données les conditions de la guerre moderne, cette définition englobait à peu près tout.

[...]